

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 18 JUIN 2013

Présents : MM. Galant J., Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Robette-Delputte F.,
Senecaut M., Delhay J., Decamps P., Chanoine V., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Delhay Michel, Secrétaire Communal.

Excusée : Vanderkel A., Demoustiez A., Conseillers.

La Présidente ouvre la séance et demande au Conseil l'ajout de deux points supplémentaires à l'ordre du jour de cette séance

1. **Ratification** de la désignation d'un administrateur au sein de l'intercommunale H.Y.G.E.A.
2. **Ratification** de la désignation d'un administrateur au sein de l'intercommunale I.D.E.A.

LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,

Accepte l'ajout des deux points de ratification à l'ordre du jour du Conseil du 18 juin 2013.

La Présidente informe ensuite le Conseil qu'il y a lieu de supprimer de l'ordre du jour le n° 24 :

- **Travaux** - Réfection et peinture du mur d'enceinte de la maison communale. Approbation des conditions et du mode de passation du marché – **Approbation.**

Et

D'apporter une correction aux délibérations portant sur les points n° 23 et 25 :

Modifications :

3 ième, 4^{ième} et 5ième paragraphes/ page 1 :

3. **Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;
4. **Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;
5. **Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

<i>deviennent</i>

6. **Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;
7. **Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;
8. **Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Motif : la nouvelle législation, en matière de marchés publics, a été votée au 1^{er} juin 2013 mais n'est applicable qu'au 1^{er} juillet 2013.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance de l'information.

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 07 et du 21 mai 2013 – partie publique —
Approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Approuve le procès-verbal des séances du Conseil Communal des 07 et 21 mai 2013, partie publique.

-
2. **Finances – Situation de caisse au 03 juin 2013 – Information**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Emet un avis favorable sur la situation de caisse d'un montant de 3.180.018,48 euros au 03 juin 2013.

-
3. **Finances – Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies - Compte 2012 – Avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Emet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies.

4. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean - Compte 2012 –Avis**

LE CONSEIL COMMUNAL,avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Emet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

5. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Martin à Herchies - Compte 2012 –Avis**

LE CONSEIL COMMUNAL,avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Emet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Martin à Herchies.

6. **Finances – Synode de l’Eglise Protestante Unie de Baudour-Herchies - modification budgétaire n°1 – Approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,avec 17 voix pour et 2 abstentions,

Approuve la modification budgétaire n°1 de la Synode de l’église protestante unie de Baudour-Herchies.

7. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint Barthélémy à Erbaut – compte 2012 – Avis**

Monsieur Vincent CHANOINE ne prend pas part au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,avec 16 voix pour et 2 abstentions,

Emet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Barthélemy à Erbaut.

8. **Secrétariat – Assemblée générale de l’Intercommunale « IMIO » du 24 juin 2013 Approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 12 juin 2012 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 24 juin 2013 par lettre datée du 17 mai 2013 ;

Considérant que l’Assemblée générale du premier semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de juin, conformément à l’article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 24 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Rapport de gestion du conseil d'Administration ;
2. Rapport du collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2012;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes;
6. Présentation du Plan Stratégique 2013-2015;
7. Renouvellement du conseil d'administration.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL, DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 24 juin 2013 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Rapport de gestion du conseil d'Administration ;
2. Rapport du collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2012;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du collège des contrôleurs aux comptes;
6. Présentation du Plan Stratégique 2013-2015;
7. Renouvellement du conseil d'administration.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 :- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

9. **Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale H.Y.G.E.A. du 27 juin 2013 -**
Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 24 mai 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 27 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration Hygea pour l'exercice 2012 ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2013, le Conseil d'Administration Hygea a approuvé le projet de rapport d'activités et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2012 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant

l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant que le cinquième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur ;

Considérant qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'Hygea, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2012, aux Administrateurs et au Réviseur ;

Considérant que le sixième point porte sur la désignation du Réviseur d'entreprises pour les années 2013, 2014 et 2015 suite à un appel d'offres général ;

Considérant que le septième point porte sur la suppression de l'émolument du Secrétaire du Conseil d'Administration et l'octroi d'une rémunération équivalente au jeton de présence des Administrateurs ;

Considérant que le Comité de Rémunération d'Hygea, réuni en séance du 23 mai 2013, a décidé de recommander à l'Assemblée Générale de supprimer l'émolument et de prévoir pour la Secrétaire du Conseil d'Administration une rémunération équivalente au jeton de présence des Administrateurs octroyé pour chaque prestation de la Secrétaire du Conseil d'Administration ;

Considérant que le huitième point porte sur une modification de la composition du Conseil d'Administration ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2013, le Conseil d'Administration d'Hygea a acté la désignation de Monsieur Jacques DERVAL, Conseiller communal à Binche, en remplacement de Monsieur Laurent DEVIN, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'Hygea.

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver le rapport d'activités 2012.

Article 2 : d'approuver les comptes 2012.

Article 3 : de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2012.

Article 4 : d'approuver la désignation de la société RSM INTERAUDIT en qualité de Réviseur d'entreprises pour les années 2013, 2014 et 2015 suite à l'appel d'offres général.

Article 5 : d'approuver la suppression de l'émolument de la Secrétaire du Conseil d'Administration d'Hygea et de prévoir pour la Secrétaire du Conseil d'Administration, une rémunération équivalente au jeton de présence des Administrateurs octroyé pour chaque prestation de la Secrétaire du Conseil d'Administration.

Article 6 : d'approuver la modification de la composition du Conseil d'Administration, à savoir, la désignation de Monsieur Jacques DERVAL, Conseiller communal à Binche, en remplacement de Monsieur Laurent DEVIN, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'Hygea.

10. **Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.D.E.T.A. du 28 juin 2013 –**
Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 28 juin 2013;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Approbation du Rapport de gestion 2012 consolidé
2. Approbation des comptes annuels 2012 consolidés et de l'affectation des résultats
3. Rapport du Commissaire-Réviseur
4. Décharge aux Administrateurs
5. Décharge au Commissaire-Réviseur
6. Renouvellement du Conseil d'Administration
7. Proposition d'attribution du marché réviseur comptes 2013 à 2015
8. Prise de participations
9. Divers

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er :

- D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation du Rapport de gestion 2012 consolidé ;
- D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation des comptes annuels 2012 consolidés et de l'affectation des résultats;
- D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Rapport du Commissaire-Réviseur;

- D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Décharge aux Administrateurs ;
- D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Décharge au Commissaire-Réviseur ;
- D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Renouvellement du Conseil d'Administration;
- D'approuver le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Proposition d'attribution du marché réviseur comptes 2013 à 2015;
- D'approuver le point n° 8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Prise de participations;
- D'approuver le point n° 9 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Divers ;

Article 2 : Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 07 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du 28 juin 2013, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée ;

Article 3 : La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

11. **Secrétariat –Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.D.E.A. du 26 juin 2013 - Approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 24 mai 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 26 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2012 ;

Considérant qu'en date du 22 mai 2013, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2012 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur ;

Considérant qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2012, aux Administrateurs et au Réviseur ;

Considérant que le **sixième point** porte sur la désignation du Réviseur d'entreprises pour les années 2013, 2014 et 2015 suite à un appel d'offres général.

Considérant le que **septième point** porte sur la participation de la Commune de Lens au capital du Secteur Propreté Publique d'IDEA ;

Attendu qu'en date du 22 mai 2013, le Conseil d'Administration de l'IDEA a approuvé :

- l'affiliation avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 de la commune de Lens au Secteur II « Propreté Publique » pour l'activité du tri des déchets ménagers/PMS et de traitement par incinération et de soumettre cette affiliation ;
- de soumettre cette affiliation et l'augmentation de capital y afférente à savoir 595 parts à 25 € soit 14.875 € à l'Assemblée Générale du 26 juin 2013 ;
- que la libération du capital souscrit s'effectue en 3 versements annuels de 2 x 5.000 € en 2013 et 2014 et 1 x 4.875 € en 2015.

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver le rapport d'activités 2012.

Article 2 : d'approuver les comptes 2012.

Article 3 : de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2012.

Article 4 : d'approuver la désignation de la société RSM INTERAUDIT en qualité de Réviseur d'entreprises pour les années 2013, 2014 et 2015 suite à l'appel d'offres général.

Article 5 : d'approuver :

- l'affiliation avec effet rétroactif au 1er janvier 2012 de la commune de Lens au Secteur II « Propreté Publique » pour l'activité du tri des déchets ménagers/PMS et de traitement par incinération et de soumettre cette affiliation ;
- l'augmentation de capital y afférente à savoir 595 parts à 25 € soit 14.875 € ;
- que la libération du capital souscrit s'effectue en 3 versements annuels de 2 x 5.000 € en 2013 et 2014 et 1 x 4.875 € en 2015.

12. Secrétariat –Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale C.I.S.C.M. du 26 juin 2013 - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant que l'Assemblée générale du premier semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de juin, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCN par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCN du 26 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Rapport de gestion du CISCIM ;
2. Présentation des comptes de l'exercice 2012- Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire Réviseur ;
3. Approbation des Comptes ;
4. Décharge à donner aux Administrateurs, et au Commissaire Réviseur pour l'exercice social écoulé ;
5. Installation du Conseil d'Administration du CISCIM-Désignation des membres ;
6. Désignation du représentant du CISCIM au SPMT ;
7. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
8. Approbation du Procès- Verbal de la présente séance ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCIM du 26 juin 2013 qui nécessitent un vote.

Article 2 : d'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Rapport de gestion du CISCIM ;
2. Présentation des comptes de l'exercice 2012- Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire Réviseur ;
3. Approbation des Comptes ;
4. Décharge à donner aux Administrateurs, et au Commissaire Réviseur pour l'exercice social écoulé ;
5. Installation du Conseil d'Administration du CISCIM-Désignation des membres ;
6. Désignation du représentant du CISCIM au SPMT ;
7. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
8. Approbation du Procès- Verbal de la présente séance ;

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCIM.

13. **Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. du 27 juin 2013 - Approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 27/06/2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Fusion interne des secteurs 2 et 5
3. Modifications statutaires concernant l'indexation des plafonds des cotisations
4. Modifications statutaires conséquences de la décision de fusion interne des secteurs 2 et 5 et toilettage du texte
5. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2012- rapport de gestion du conseil d'administration- rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes
6. Approbation des comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012
7. Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration
8. Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2012
9. Désignation d'un Réviseur
10. In House : modifications des conditions de récupération des créances, proposition de modification des fiches de tarification et tarification de nouveaux métiers
11. Renouvellement de la composition des Organes de Gestion

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC;

Le Conseil Communal décide :

A l'unanimité ,

Article 1er :

- D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Affiliations/Administrateurs ;
- D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Fusion interne des secteurs 2 et 5;

- D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Modifications statutaires concernant l'indexation des plafonds des cotisations;
- D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Modifications statutaires conséquences de la décision de fusion interne des secteurs 2 et 5 et toilettage du texte ;
- D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2012- rapport de gestion du conseil d'administration- rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes ;
- D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Approbation des comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ;
- D'approuver le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration ;
- D'approuver le point n° 8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2012 ;
- D'approuver le point n° 9 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Désignation d'un Réviseur ;
- D'approuver le point n° 10 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, In House : modifications des conditions de récupération des créances, proposition de modification des fiches de tarification et tarification de nouveaux métiers ;
- D'approuver le point n° 11 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Renouvellement de la composition des Organes de Gestion ;

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 07 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du 28 juin 2013, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée ;

Article 3 : Copie de la présente deliberation sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 22 juin 2013.**

14. **Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.P.F.H. du 27 juin 2013 - Approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 27 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.

Le Conseil décide,

Article 1^{er} : d'approuver, à l'unanimité :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration et au Réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2012 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Projet de fusion par absorption de CHF ;
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un Réviseur d'entreprises pour une période de trois ans ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 18/06/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H., Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 20 juin 2013.**

15. **Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.G.H. du 25 juin 2013 -**
Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.

Le Conseil décide :

Article 1^{er} : d'approuver, à l'unanimité :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat ;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge aux administrateurs pour l'année 2012 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge au Contrôleur aux comptes pour l'année 2012 ;
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Actualisation de l'annexe 1 des statuts ;
- * le point 6°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 18/06/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2013.**

16. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale I.E.H. du 25 juin 2013 – Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.

Le Conseil décide,

Article 1^{er} : d'approuver, à l'unanimité :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge aux administrateurs pour l'année 2012 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge au Contrôleur aux comptes pour l'année 2012 ;

* le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Annexe 1 des statuts - actualisation ;

* le point 6°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 18/06/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IEH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2013.**

17. **Ratification de la désignation d'un administrateur au sein de l'intercommunale H.Y.G.E.A.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale H.Y.G.E.A.;

Vu les statuts de cette Intercommunale;

Vu l'article L 1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret relatif aux Intercommunales Wallonnes, promulgué par le Gouvernement Wallon en date du 05 décembre 1996 et publié au Moniteur Belge du 07 février 1997;

Considérant que lors de l'assemblée générale de l'H.Y.G.E.A. du 26 avril 2013, Madame Manuella SENECAUT, Conseillère Communale, a été désignée en qualité d'Administrateur;

Prend acte et ratifie, à l'unanimité: la nomination de Madame Manuella SENECAUT, Conseillère Communale, a été désignée en qualité d'Administrateur au sein de l'H.Y.G.E.A.

18. **Ratification de la désignation d'un administrateur au sein de l'intercommunale I.D.E.A.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement de la Région de Mons-Borinage-Centre;

Vu les statuts de cette Intercommunale;

Vu l'article L 1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret relatif aux Intercommunales Wallonnes, promulgué par le Gouvernement Wallon en date du 05 décembre 1996 et publié au Moniteur Belge du 07 février 1997;

Considérant que lors de l'assemblée générale de l'I.D.E.A. du 25 avril 2013, Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, a été désignée en qualité d'Administrateur;

Prend acte et ratifie, à l'unanimité : la nomination de Mademoiselle Jacqueline GALANT, Bourgmestre, en qualité d'administrateur au sein de l'I.D.E.A.

19. **Juridique** - Tarifs pour l'octroi d'une concession avec sépulture approuvés par le Conseil communal en date du 1^{er} mars 2011 : application au cours de la mandature 2012-2018 – Approbation

Madame SENECAUT demande comment a été établi le tarif ?

La Présidente l'informe qu'il a été établi avec l'intervention d'un expert du SPW.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que les articles L1232-1 à L1232-31 relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Décret du Gouvernement Wallon du 6 mars 2009, modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Règlement communal des cimetières, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 août 2010, modifiant le Règlement communal des cimetières ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 août 2010, modifiant le Règlement redevance sur les concessions et cellules de columbarium ;

Attendu que l'article 39 du Règlement communal des cimetières prévoit la possibilité, pour tout citoyen intéressé, de demander une concession sur un emplacement dont la concession n'a pas été renouvelée ou dont l'état d'abandon a été constaté;

Considérant que ce même article prévoit que ladite concession sera accordée par le Collège communal, aux prix et conditions particulières fixées par le Conseil communal, et que le prix fixé tiendra compte non seulement de la redevance pour la concession, mais également de l'estimation faite par le Conseil communal de la valeur de la sépulture concernée ;

Vu la délibération du Conseil communal du 1^{er} mars 2011, approuvant les tarifs à appliquer en cas de demande d'octroi d'une concession incluant le rachat d'une sépulture existante ;

Attendu qu'il est proposé au Conseil communal d'approuver, pour toute la durée de la mandature 2012-2018, les tarifs à appliquer ; que ces tarifs reposent sur une liste de prix indicatifs, figurant en annexe à la présente délibération, qui permettront aux membres du Conseil communal d'estimer, de manière systématique et objective, le prix de la sépulture, ce montant devant être ajouté au coût de la concession ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter le présent tarif.

Article 2. - D'arrêter la liste de prix des sépultures, annexée à la présente délibération.

Article 3. - De fournir un exemplaire de ce tarif à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

20. **Juridique - Activités du Service de Médiation et de Protection des Animaux – SMEP :**
proposition de convention avec la Commune de Lens – Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Attendu que l'Administration communale de Jurbise dispose d'un service spécifiquement dédié au bien-être et à la protection des animaux, dénommé Service de Médiation et de Protection des Animaux (SMEP) ;

Considérant que les missions du SMEP reposent pour l'essentiel sur :

- l'accueil des animaux perdus et conduits par les agents communaux ou les agents de la Zone de Police Sylle et Dendre au chenil du SMEP ;
- l'octroi éventuel de premiers soins aux animaux blessés ;
- le maintien des animaux au chenil, dans des conditions d'hygiène et alimentaires respectueuses et adaptées, et ce pendant 15 jours (en moyenne) ;
- la remise des animaux à un refuge, une fois ce délai de 15 jours écoulé et après que personne ne se soit manifesté pour réclamer les animaux concernés ;

Considérant qu'au cours d'une réunion qui s'est tenue le 14 février 2013 entre des représentants de la Commune de Jurbise et des représentants de la Commune de Lens, ces derniers ont fait part de leur demande pour l'établissement d'une convention entre les deux Communes, qui permettraient à la Commune de Lens de bénéficier des services du SMEP de manière occasionnelle ;

Attendu que des frais de fournitures doivent être pris en considération afin de nourrir quotidiennement l'animal durant son séjour en chenil, et que ces frais (alimentation et eau) peuvent être estimés à **1,00 € par jour et par animal** ;

Attendu que des frais de personnel doivent être pris en considération afin de procéder, à raison d'une ½ heure par jour en moyenne, au nettoyage des compartiments du chenil ainsi qu'à l'entretien de l'animal, et que ces frais peuvent être estimés, conformément à la délibération du 26 mars 2013 du Conseil communal relative à *l'établissement d'une redevance pour prestations du personnel communal avec ou sans l'utilisation d'engins de manutention dans le cadre de réparations des installations communales et dans le cadre de mises à disposition de personnel et de matériel au bénéfice d'autres pouvoirs publics*, à **19,00 € par jour** ;

Attendu que des frais de personnel et de déplacement sont susceptibles de devoir être pris en compte dans le cas de figure où l'animal devrait être conduit dans un refuge susceptible de l'accueillir une fois le délai de 15 jours de garde écoulé ; que conformément à la délibération du 26 mars 2013 du Conseil communal précitée, ainsi qu'à *l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours*, ces frais de personnel et de transport susceptibles d'être encourus sont de **0,3456 € au kilomètre** (montant soumis à révision annuelle par Circulaire publiée au Moniteur belge) et de **38,00 € par heure nécessité** pour la mise à disposition de personnel ;

Attendu que des frais de fonctionnement doivent être pris en compte afin de procéder à l'entretien régulier ou ponctuel du chenil ; que ces frais de fonctionnement couvrent entre autres l'achat de produits et de matériel de nettoyage et d'entretien (savon, brosse, seaux,...), de produits désinfectants, de matériel de contention (laisses, colliers, perches,...), mais aussi les réparations et réparations à apporter au chenil (compartiments, gouttière, citerne d'eau, éclairage,...) ; que ces frais de fonctionnement peuvent être évalués à **300,00 € par an** ;

Attendu que des frais « extraordinaires » pourront être comptabilisés en cas de recours obligatoire à un vétérinaire, et que ces frais feront l'objet d'une facturation complémentaire basée sur la facture du vétérinaire concerné ;

Considérant que les frais qui découleront des activités du SMEP seront, dans le cadre de la convention ici proposée, scindés de telle manière à ne répercuter à la Commune bénéficiaire que les frais réellement engagés pour les animaux en provenance de Lens ;

Considérant également qu'il est proposé de scinder entre les deux Communes les frais de fonctionnement, ce qui reviendrait à faire supporter par la Commune de Lens le montant de 150,00 € par an ;

Attendu qu'il est proposé de conclure la présente convention à partir de la date de cette séance du Conseil communal, et de procéder à son renouvellement de manière tacite à échéance, sauf renonciation explicite des parties transmise au minimum trois mois avant la date d'échéance prévue ;

Décide ,à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver la proposition de conclusion d'une convention entre la Commune de Jurbise et celle de Lens, portant sur le recours aux services proposés par le SMEP de la Commune de Jurbise.

Article 2. - De conclure cette convention pour une durée d'un an à partir de la date de la présente séance du Conseil communal, et de renouveler tacitement cette convention à échéance. Toute volonté d'y mettre un terme ou d'y renoncer devra être transmise à l'autre partie au minimum trois mois avant la date d'échéance prévue.

Article 3. - De fixer de la manière suivante les conditions tarifaires de la convention :

- frais de fournitures : 1,00 € par jour et par animal concerné
- frais de personnel : 19,00 € par jour
- frais de personnel et de déplacement : 0,3456 € au kilomètre ; 38,00 € par heure nécessitée pour le déplacement ;
- frais de fonctionnement : 150,00 € par an
- frais occasionnels de vétérinaire : sur base de la facture établie par le vétérinaire pour l'animal concerné

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition, et d'en annexer une copie à chaque exemplaire de la convention qui sera conclue avec la Commune de Lens.

21. **MP** - Installation d'un système de déverrouillage automatique des portes du chemin d'évacuation, d'un système d'accès par badge et d'un système de vidéophonie/parlophonie à la Crèche d'Erbisoeul – recours à une procédure négociée sans publicité en application de l'article 17 §2, 3°, b de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services – **Approbation**

Madame SENECAUT et Monsieur DELHAYE s'interroge sur le pourquoi de ces suppléments.

La Présidente explique que le manquement a été mis en évidence lors du contrôle effectué par le service incendie avant la mise en activité de la crèche et que cela fera l'objet d'une discussion avec le bureau d'Architecture lors de la réception du bâtiment.

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la procédure de marché public 2009-35-SG-FB relative à la construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul, attribuée à l'entreprise Tradeco (lots 1 et 2) et Thersa (lot3) ;

Vu la procédure de marché public 2010-54-SG-EB portant sur la réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS, attribuée à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, ;

Vu la réception provisoire du lot 1 de la procédure de marché public 2010-54-SG-EB susnommée, approuvée par le Collège communal le 29 octobre 2012 ;

Vu les remarques émises par le Service Incendie de Mons en date du 6 mai 2013, desquelles il ressort notamment l'imposition de prévoir un système de déverrouillage permettant, en cas d'alarme, de libérer automatiquement les portes du chemin d'évacuation ;

Vu également les demandes complémentaires émises par les représentants du CPAS de Jurbise, portant sur :

- la fourniture d'un système d'accès par badge pour le site de la crèche d'Erbisoeul, système identique à celui installé dans les bâtiments communaux et du CPAS et destiné à être intégré au dispositif général de contrôle des accès de l'ensemble de ces bâtiments ;
- la fourniture d'un système de vidéophonie/parlophonie, permettant aux parents fréquentant la crèche d'Erbisoeul de pouvoir sonner directement et uniquement dans la section dans laquelle est accueilli leur enfant ;

Considérant que l'ensemble des travaux rendus nécessaires par ces fournitures complémentaires sont susceptibles d'être réalisés de manière simultanée, ce qui permettrait de limiter la durée et l'ampleur des interventions dans le bâtiment ;

Considérant que, conformément à l'article 17 §2, 3°, b de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure lorsque des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, si le changement de fournisseur oblige le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées ;

Considérant que le bâtiment de la crèche d'Erbisoeul a été muni, au cours des travaux réalisés par l'entrepreneur CC Domotic Alarm, d'un système d'alarme et d'un appareil de pointage ayant pour conséquence d'intégrer ce bâtiment au dispositif général de surveillance pour l'ensemble des bâtiments de l'Administration communale et du CPAS ;

Considérant que le recours à un autre fournisseur exposerait le CPAS au risque de voir un matériel de technique différente et incompatible installé sur le site de la crèche d'Erbisoeul, alors que l'exigence

du Service Incendie repose sur l'installation d'un système d'ouverture des portes combiné et automatique en cas d'activation du système d'alarme installé par CC Domotic Alarm ;

Considérant que le recours à un autre fournisseur exposerait également le CPAS au risque de voir un matériel de technique différente installé pour ce qui concerne le système d'accès par badge, rendant par conséquent impossible ou fortement aléatoire l'intégration de ce site dans le dispositif de contrôle des accès géré depuis l'Administration communale ;

Considérant également que le recours à un autre fournisseur obligerait celui-ci à intervenir sur la centrale d'alarme fournie et gérée par CC Domotic Alarm, intervention qui n'est pas envisageable sans le concours et l'autorisation explicite de CC Domotic Alarm ;

Considérant enfin que le recours à un autre fournisseur serait potentiellement source de difficultés en termes d'entretien des différentes installations, du nombre de badges à utiliser par le personnel, de formation de ce même personnel et de réparations éventuelles à apporter aux installations ;

Attendu que le montant des fournitures complémentaires s'élève à 17.614,08 € HTVA ou 21.313,04 € TVAC ;

Considérant que les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver, sur base des remarques émises par le Service Incendie de Mons, l'installation d'un système de déverrouillage permettant, en cas d'alarme, de libérer automatiquement les portes du chemin d'évacuation.

Article 2. - D'approuver les demandes complémentaires émises par les représentants du CPAS de Jurbise, portant sur :

- la fourniture d'un système d'accès par badge pour le site de la crèche d'Erbisoeul, système identique à celui installé dans les bâtiments communaux et du CPAS et destiné à être intégré au dispositif général de contrôle des accès de l'ensemble de ces bâtiments ;
- la fourniture d'un système de vidéophonie/parlophonie, permettant aux parents fréquentant la crèche d'Erbisoeul de pouvoir sonner directement et uniquement dans la section dans laquelle est accueilli leur enfant ;

Article 3. - D'approuver l'attribution de cette procédure à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, en application de l'article 17 §2, 3°, b de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 4. - D'approuver le coût des fournitures complémentaires au montant de 17.614,08 € HTVA ou 21.313,04 € TVAC. Les montants nécessaires seront prévus en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013.

Article 5. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

22. MP - 2013-27-SG-GU relatif à l'acquisition d'une remorque pour le Service Travaux de l'Administration communale : conditions, mode de passation et CSCh – **Approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-27-SG-GU pour le marché "Acquisition d'une remorque pour le Service Travaux de l'Administration communale" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.500,00 € hors TVA ou 4.235,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/743-98 (n° de projet 20130023) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que les engagements suivants sont proposés :

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2013-27-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'une remorque pour le Service Travaux de l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 3.500,00 € hors TVA ou 4.235,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/743-98 (n° de projet 20130023).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

23. **MP 2013-28-SG-EB** relatif à la désignation d'un prestataire pour l'assistance à la mise en œuvre d'une Régie communale autonome – mode de passation, conditions, CSCh et liste de prestataires à consulter – approbation »

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° MP2013-28-SG-EB relatif au marché "Désignation d'un prestataire pour l'assistance à la mise en œuvre d'une Régie communale autonome" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 21.000,00 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que la date du 30 août 2013 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Considérant que les engagements suivants sont proposés :

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° MP2013-28-SG-EB et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour l'assistance à la mise en œuvre d'une Régie communale autonome", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 21.000,00 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

- Alternative TVA Mennig & Soldai, Chaussée de Louvain 431 - bât F à 1380 Lasnes
- DLA Piper, avenue Louise 106 à 1050 Bruxelles
- Deloitte, Berkenlaan 8 à 1831 Diegem
- Trinon & Baudinet, rue de France 34 à 4800 Verviers.

Article 4. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 30 août 2013 à 15.00 h.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. **Travaux** - Plan trottoirs 2011. Aménagements de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean. Approbation des modifications des conditions du marché - **Approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC/1160/2011/0079bis relatif au marché "Plan Trottoirs 2011 - Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean" établi par le Hainaut Ingénierie Technique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 162.409,57 € hors TVA ou 196.515,58 €, 21% TVA comprise ;

Vu les conditions du marché et le mode de passation approuvés par le Conseil Communal en sa séance du 18.12.2012;

Vu l'avis sur projet rédigé par le S.P.W. DGO1 en date du 29.04.2013;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC/1160/2011/0079bis relatif à ce marché et modifié en mai 2012 par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché après modification est inchangé ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° AC/1160/2011/0079bis du marché "Plan Trottoirs 2011 - Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean", établis et modifié par le Hainaut Ingénierie Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé étant maintenu à 162.409,57 € hors TVA ou 196.515,58 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De maintenir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De transmettre un extrait de la présente délibération ainsi que le cahier des charges modifié à l'autorité subsidiaire SPW-DGO1-Direction Générale Opérationnelle des routes et des Bâtiments Département des Infrastructures subsidiées, Boulevard du Nord, 8 à 5000 NAMUR.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, art. 421.732.56 (Projet 2012.0084.2012).

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. **Travaux - Réfection des toitures de l'école d'Herchies. Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Approbation.**

Madame SENECAUT demande à l'Echevin des travaux si lors de ces travaux, l'on tiendra compte des nouvelles pratiques en matière d'économie d'énergie.

L'échevin des travaux précise que les travaux sont de réfection et non de remplacement.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-08-RP relatif au marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 64.849,10 € hors TVA ou 78.467,41 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 722/723-60 (n° de projet 20130032) et sera financé par emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité;

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-08-RP et le montant estimé du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par le cahier spécial des charges et les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 64.849,10 € hors TVA ou 78.467,41 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 722/723-60 (n° de projet 20130032).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

26. **Travaux - Aménagement d'un escalier de secours au bâtiment de l'A.L.E – Approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-07-RP relatif au marché "Aménagement d'un escalier de secours au bâtiment de l'A.L.E." établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.500,00 € hors TVA ou 11.495,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 124/724-60 (n° de projet 20130006) et sera financé par emprunts ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-07-RP et le montant estimé du marché "Aménagement d'un escalier de secours au bâtiment de l'A.L.E.", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par le cahier spécial des charges et les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 9.500,00 € hors TVA ou 11.495,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 124/724-60 (n° de projet 20130006).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

27. Question(s) orale(s)

Monsieur Joël DELHAYE s'adresse à l'Echevin des Travaux :

Les travaux de réhabilitation du chant des oiseaux semblent bloqués. Quelle en est la raison et quel est le timing de poursuite ?

L'échevin des Travaux signale que les travaux ont été suspendus pour permettre aux impétrants (Belgacom, SWDE ...) de terminer les raccordements individuels, les travaux reprendront le 21 août 2013.

Madame SENECAUT intervient comme représentante de la commune auprès de l'intercommunale HYGEA et fait part de la possible participation de la commune aux projets pilote, d'éco-parc et de poubelle à puce.

La Présidente confirme que la commune est retenue comme pilote en vue de tester un éco-parc, pour les poubelles à puce elle préfère ne pas se prononcer car la décision n'est pas encore entérinée.

Madame SENECAUT signale ensuite qu'un courrier aurait été envoyé aux Directrices des Ecoles, afin de les solliciter afin de sensibiliser les enfants au compostage et aucune suite n'a été donnée.

La Présidente fait remarquer qu'elle n'est pas au courant de ces courriers, mais que par contre le Collège a pris en compte le projet de compostage lors de sa séance du 17 juin 2013 et une sensibilisation sera organisée dans les écoles en septembre ainsi qu'une semaine de la propreté ...

Huis clos

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal,

La Présidente,

Michel DELHAYE

Jacqueline GALANT